peu près nuls, pour la population catholique française, la législature vota, en 1824, la loi dite "des écoles de fabrique", qui autorisait le curé et les marguilliers à affecter un quart des revenus de leur corporation paroissiale au soutien d'écoles placées sous leur direction exclusive.

Pendant les années qui suivirent, des tentatives furent faites pour établir un système d'enseignement de nature à satisfaire les catholiques comme les protestants. Plusieurs projets de loi adoptés à cet effet par la législature furent rejetés par le conseil législatif, sous prétexte qu'ils portaient atteinte aux privilèges de l'institution Royale.

En 1829, une loi intitulée *Acte pour l'encouragement de l'éducation élémentaire* établissait, entre autres choses, des commissions composées de cinq membres et chargées de l'administration des écoles de chaque paroisse, ainsi qu'un fonds spécial affecté à la construction des écoles et au paiement des traitements des instituteurs. Quoique très incomplète malgré les modifications qui y furent apportées les années suivantes, cette loi est le premier essai de législation sérieux fait pour l'organisation d'un système scolaire régulier.

Pendant la session de 1835-36, l'assemblée législative s'occupa de régler le système d'éducation encore très défectueux qui existait alors; elle adopta une nouvelle loi et fit même une allocution assez importante pour cette fin. Malheureusement la législation nouvelle, qui plaçait les écoles sous le contrôle du député du comté où elles étaient situées, fut encore une fois rejetée par le conseil législatif. A cette même session on avait décrété l'établissement d'écoles normales à Montréal et à Québec, projet auquel il ne fut pas donné suite alors.

En 1836, le nombre des écoles primaires n'était encore que de 1,321, et celui des élèves des deux sexes qui les fréquentaient, de 30,000 environ. Néanmoins, dans son *Histoire du Canada*, M. Garneau porte à 57,000 le chiffre total des enfants recevant une instruction quelconque à cette époque, tant dans les écoles primaires du gouvernement que dans les écoles indépendantes, les collèges et les couvents.

Depuis le commencement du siècle, plusieurs collèges, devenus depuis de grandes maisons d'éducation supérieure, avaient été érigés, grâce aux efforts et au zèle des membres du clergé.¹

Un certain nombre de laïques distingués se dévouaient aussi à l'éducation du peuple. Parmi ceux-ci et en première ligne, il convient de placer M. Joseph F. Perreault,² qui consacra tous ses loisirs et la plus grande partie de sa fortune à cette œuvre éminemment patriotique.

¹ Entre autres, les collèges de Nicolet (1804), de Saint-Hyacinthe (1812), de Sainte-Thérèse (1824), de l'Assomption (1832).

² La vie de M. Perreault a été publiée par son petit-fils, le Dr Bender, et par un de ses arrière-neveux, M. P.-B. Casgrain.